

L'Humanité Rouge



Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 354

vendredi 24 octobre 1975

PORTUGAL : LE TEMPS DES ÉCHÉANCES

Dans les semaines qui viennent, le Portugal pourrait bien reprendre toute sa place à la Une des journaux.

La situation d'équilibre relatif entre les diverses forces en présence ne peut en effet durer indéfiniment. Des modifications déjà se sont produites en un an marquant l'offensive ou le recul des uns ou des autres : le 11 mars dernier le Parti soi-disant communiste et ses proches organisaient l'offensive. Mais au cours de l'été les partisans de l'indépendance nationale reprenaient le dessus avec l'appui de la masse du peuple et de l'armée, et obtenaient la fin du gouvernement du général pro-soviétique, Gonçalves.

Aujourd'hui, il semble bien qu'on assiste après une phase de reflux à une nouvelle offensive des forces associées, de fait, au P«C»P.

Le coup de force qu'a représenté l'occupation de Radio Renaissance soutenue par le Parti d'Alvaro Cunhal montre que les «SUV» (Soldats unis vaincront) et les groupes armés «TUV» (Travailleurs unis vaincront) ne sont ni des ornements ni de simples groupes de pression, d'autant plus qu'ils sont encouragés par des chefs militaires comme les généraux Gonçalves, Fabiao et d'autres.

A cet égard la manifestation qui doit se tenir jeudi soir à Lisbonne constituera un test du degré de préparation et de développement de ces forces.

Mais que représentent ces forces, qui servent-elles ? Elles se prétendent «populaires», mais dans les faits ? Dans les faits il ne faut pas oublier que Cunhal durant le bref temps où il fut ministre du Travail a été le promoteur des lois antigrèves. Il ne faut pas oublier que le parti de Cunhal a récupéré les dossiers de la police politique fasciste de Caetano et a été le premier à limiter la liberté au Portugal en faisant emprisonner des révolutionnaires. Il ne faut pas oublier que le parti de Cunhal est appuyé sans réserve par les sociaux-impérialistes de Moscou qui lui ont déjà fourni 40 milliards de dollars. Il ne faut pas oublier la répression avec des chars (!) de la grève des ouvriers polonais en 1971.

Le parti de Cunhal est un parti social-fasciste au service des ambitions des dirigeants de l'URSS. A l'heure actuelle la clique impérialiste de Moscou dispute le contrôle de l'Europe de l'Ouest aux États-Unis et c'est elle qui est à l'offensive, cherchant partout à occuper la place des impérialistes américains en difficulté. Dans la rivalité acharnée des deux super-puissances, c'est principalement de l'URSS que vient le danger de guerre et c'est elle qui constitue le danger principal pour les peuples européens tout comme l'Allemagne d'Hitler voici plus de trente ans.

Si l'on ne combat pas le danger principal que constitue pour l'indépendance nationale l'expansionnisme russe, on arrive vite à favoriser ses entreprises.

A Lisbonne les échéances se rapprochent notamment en raison de la prochaine indépendance de la plus riche des anciennes colonies portugaises : l'Angola, que l'URSS voudrait bien contrôler.

POUR AVOIR DIT LA VERITE

Le juge Pascal inculpé !

Pour la première fois, un juge est inculpé par d'autres juges.

Le juge Pascal a été en effet inculpé mercredi soir à Rennes de «violation du secret professionnel et violation du secret de l'instruction» (voir nos informations page 8). Il s'agit là d'un événement d'une portée politique d'importance. Politique, car la justice n'est pas indépendante de la politique, elle est au service de la politique et des intérêts de la classe au pouvoir : la bourgeoisie. Elle est faite, fondamentalement, pour que cette dernière puisse exercer sa domination sur le peuple. D'autant plus politique que cette inculpation s'est faite sur l'ordre du ministre de la justice, Lecanuet, malgré ses démentis. Ce n'est pas un hasard si le juge Pascal, juge dans le Nord de la France, a été inculpé par le parquet de Rennes, connu pour ses positions ultra-réactionnaires.

Que veut-on frapper à travers le juge Pascal ?

Le juge Pascal s'en est pris, dans la pratique, à un rouage essentiel de la justice capitaliste : le secret de l'instruction. Secret qui est fait pour que le peuple ignore les dessous de la justice bourgeoise, secret propice à l'étouffement des affaires gênantes. Après Liévin, où 40 mineurs ont trouvé la mort, le juge Pascal a fait connaître aux mineurs les éléments du dossier mettant en lumière le rôle criminel de la direction des Houillères. Le bon fonctionnement de la justice bourgeoise exigeait le silence.

Comme le disait le juge Pascal, il y a quelques jours, en réponse à des attaques de Lecanuet : «Si rien n'avait transpiré de l'affaire de la catastrophe de Liévin, le public aurait incriminé la seule fatalité.»

En faisant inculper le juge Pascal, le gouvernement veut donner un avertissement à ces juges qui ne considèrent plus les patrons comme des intouchables. Il faut à la bourgeoisie une justice bien huilée, et pour cela mettre au pas les empêcheurs de tourner en rond. Agissant ainsi, elle ne fait que dévoiler aux yeux de tous le vrai visage de sa justice. Et au procès du juge Pascal, c'est cette justice qui sera en accusation.

(INFORMATIONS PAGE 8)

MERCREDI DERNIER :

La grève des ouvriers de l'Humanité

De source bien informée nous avons appris que mercredi dernier les typographes de l'imprimerie de «L'Humanité», boulevard Poissonnière à Paris, ont observé une grève d'une heure. Ce jour-là ils ont en effet appris par hasard que le journal du P«C»F destiné aux paysans, «La Terre», allait être prochainement confectionné dans une autre imprimerie. Avec évidemment à la clé des licenciements. Et savez-vous où «La Terre» devrait être imprimée ? A Rouen, dans l'imprimerie de «Paris-Normandie» dont Robert Hersant est le propriétaire. Robert Hersant, magnat de la presse, qui sous l'occupation nazie fut un Kollabo dévoué spécialiste de l'antisémitisme.

Une affaire à suivre...

SADATE ET L'URSS

Abordant la question de la campagne actuellement menée par l'Union soviétique contre lui, le président égyptien Sadate a déclaré notamment dans une interview au quotidien koweïtien «Al-qabas» : «Je sais parfaitement que le désir suprême de l'Union soviétique était de me voir subir une défaite en octobre 1973 pour que je revienne à genoux lui demander pardon pour avoir expulsé ses experts.»

Le président Sadate tenait par là à rappeler les pressions exercées par les dirigeants de l'URSS sur l'Égypte, en pleine guerre, en octobre 1973 : ils avaient refusé de remplacer le matériel détruit tout en exigeant le paiement au comptant et en or de ce qu'ils avaient fourni. En face, l'État sioniste bénéficiait du soutien et de l'aide inconditionnelle des États-Unis.



4ème SEMAINE DE GREVE A SANCAR (Paris 20e)

La grève des métallos se durcit

Rue de Bagnolet à Paris, au No 35, une impasse mal pavée, humide, glissante, à moitié défoncée. Tout le long, de chaque côté, des bâtiments délabrés, tout au fond, les ateliers de l'entreprise Sancar... Un décor du 19ème siècle !

A l'intérieur, même chose. Tous les locaux sont à refaire. Toitures, réfectoires, vestiaires, tout est vétuste, pourri. «*Quand il pleut, on travaille les pieds dans l'eau... Le chauffage ? Vaut mieux ne pas en parler, juste deux ou trois poêles à charbon pour l'ensemble des ateliers !*». Et le reste est assorti : pas de ventilation à l'atelier de peinture, les machines ne sont pas entretenues, etc. «*C'est pas possible de travailler dans des conditions pareilles*».

Qu'est-ce que Sancar ?

Sancar, c'est une boîte qui fabrique des armoires métalliques, des classeurs, etc., toutes sortes de meubles pour les bureaux. L'entreprise travaille pour les PTT, les hôpitaux, la Sécurité sociale, l'administration en général. Elle emploie plus de 70 ouvriers et ouvrières, dont à peu près 60 % de travailleurs immigrés.

C'est un travail d'autant plus dur qu'il faut le faire dans des conditions inimaginables. Mais, en plus, depuis plusieurs années, avec le nouveau PDG, tous les avantages acquis par la lutte ont été supprimés un par un. «*On n'a plus de douches, au lieu d'un quart d'heure pour le casse-croûte du matin, on n'a plus que dix minutes, on ne nous paie plus les heures de déplacement pour les travaux qu'on va faire à l'extérieur...*».

Tout ça pour des salaires de misère. Les accords de mensualisation signés dans la métallurgie ne sont pas appliqués. Et, alors qu'en 1974 le coût de la vie a augmenté de presque 18 %, alors que depuis le 1er janvier de cette année les prix ont encore grimpé de presque 10 %, à Sancar, les travailleurs n'ont eu aucune augmentation depuis début 74, si ce n'est quelques miettes, à la tête du client. La plupart des ouvriers sont au-dessous du SMIC. L'un deux qui a 17 ans de maison et qui est sur un poste pénible et

malsain, touche tout juste le SMIC !

Voilà pourquoi nous nous battons

«*On ne pouvait pas supporter ça plus longtemps... Des conditions pareilles, c'est scandaleux... C'est pour ça qu'on a décidé de lutter*».

En mai 1975, pour préparer la lutte, 17 des 70 travailleurs s'organisent. Ils créent une section CFDT, provoquent les élections de délégués du personnel et font appel à l'inspection du Travail.

En juin, l'inspecteur du Travail exige du patron qu'il s'occupe de la réfection des locaux et d'autres améliorations. Jusqu'à aujourd'hui, le patron n'a rien commencé de tout cela, il a simplement été obligé d'accepter de verser le SMIC aux travailleurs. Mais c'est tout ; d'ailleurs il continue d'employer des ouvriers sans les déclarer !

Et pour montrer comment il entendait traiter les revendications, à la première réunion avec les délégués du personnel, le patron déchire le cahier de revendications ! Depuis, alors que l'inspecteur du Travail est à nouveau intervenu, le patron fait traîner les choses, il se contente de vagues promesses. Bref, il refuse tout en bloc.

Aussi le 30 septembre au matin les travailleurs ont-ils décidé de se mettre en grève, le mouvement démarre avec plus de la moitié d'entre eux. Ils exigent des augmentations de salaire, des locaux propres et entretenus, un réfectoire et des vestiaires utilisables.

Le déroulement de la lutte

Depuis lors, installés dans le réfectoire, seul endroit où il ne fait pas trop froid, ils organisent la grève, discutent tous ensemble de la marche à suivre, des positions à prendre lors des réunions avec le patron. Jusque-là, celui-ci n'a proposé que des brouilles. Le 7 octobre par exemple, il proposait 1 400 F par mois pour manœuvre 1 à OS 2 (alors que le SMIC est à 1 341 F), 1 650 F pour les P 1 et 1 800 F pour P 2 à chef d'équipe, refusant par ailleurs toutes les autres revendications. Les grévistes ont rejeté en bloc ces aumônes : ils ne de-

A L'USINE RHONE-POULENC DE CHALAMPE (HAUT-RHIN)

Mercredi 22 octobre, les grévistes ont bloqué pendant près d'une heure la douane franco-allemande, proche de l'usine.

La grève, suivie par l'écrasante majorité du personnel, est entrée dans sa deuxième semaine, afin de protester contre les réductions d'horaire avec perte de salaire qui ont lieu depuis le 26 septembre. Les travailleurs exigent le paiement des jours chômés. Lundi ils avaient refusé les miettes de la direction : retour aux 40 heures pour 220 personnes (sur 1 500 !) et une réduction à une journée chômée tous les 20 jours au lieu d'une journée tous les 10 jours pour les autres salariés.

mandent pas la charité ils se battent pour que soit payé ce qui leur est dû.

Le soutien s'organise autour de leur lutte. Des travailleurs de nombreuses entreprises sont venus les voir. Les collectes organisées dans ce quartier populaire apportent une aide précieuse aux grévistes. Et ceux-ci pour populariser leur combat et en élargir le soutien ont décidé d'organiser un bal, le 26 octobre 1975, à la MJC, rue Louis Lumière, salle des 2 théâtres, à 15 heures.

Le patron essaie d'intimider les grévistes. Il fait du chantage avec les quelques travailleurs qu'il loge. «*Le patron durcit ses positions, disent les travailleurs, mais nous aussi on durcit les nôtres. Arrivés à 4 semaines de grève, il n'est pas question d'accepter n'importe quoi... Le patron sait que pour nous la fin du mois, ça va être dur, avec les loyers à payer et tout le reste. Mais on va s'arranger, ceux qui ont le moins besoin d'argent prêteront aux autres. On est décidés à aller jusqu'au bout !*».

Cet article a reçu l'approbation de l'ensemble des grévistes.

RAPPORTS C.G.T - C.F.D.T (suite)

Le courrier reçu à ce sujet est de plus en plus abondant : preuve de son importance. Des militants CFDT nous reprochent de privilégier les rapports à la base. Il faudrait, selon eux, mener de front la recherche de l'unité au sommet et de l'unité à la base. En même temps, ils pensent (et en fait c'est la position actuelle du Bureau national de la CFDT) que la CFDT a à renforcer au maximum ses propres positions et à les affirmer face à une CGT qui proclame : «*C'est nous les meilleurs*».

Mais, «*au sommet*», qu'en est-il ?

Nous versons au dossier l'essentiel de la lettre adressée (au nom de la Commission exécutive) par E. Maire à G. Ségué, le 16 octobre 1975, et publiée dans «*Nouvelles CFDT*» No 38/75 du 17 octobre 1975.

Nous avons pris connaissance ce matin de la déclaration faite par le Bureau confédéral de la CGT en réponse aux déclarations du Premier ministre sur la retraite.

Lorsque vous nous avez informés de votre décision de ne pas vous exprimer après les déclarations de Chirac, nous avons ensemble convenu d'attendre l'audience de ce jour, chez Durafour, pour donner nos appréciations.

La publication de votre déclaration, son

contenu est une atteinte très grave à nos engagements et à notre accord du 26 juin 1974 sur la pratique de l'unité d'action.

Alors que, depuis plus de cinq ans, nous avons ensemble engagé avec les travailleurs une action pour l'obtention de la retraite pleine et entière à 60 ans ; alors que nous avons ensemble rappelé nos positions communes au Premier ministre le 6 octobre, confirmé ces positions à votre demande par la déclaration CFDT et CGT du 10 octobre, au lieu de vous appuyer dans votre réponse

au Premier ministre sur ces positions unitaires en rappelant notre volonté d'engager de véritables négociations à la fois sur les objectifs poursuivis et sur les moyens d'y parvenir, vous avancez les propositions CGT tant sur l'échéancier que sur les catégories concernées, non seulement sans nous avoir entretenus de ces perspectives, mais avant même que nous ayons réuni tous les éléments d'information — ces positions sont en retrait de la plate-forme et donc différentes des positions communes.

Nous pensons que l'acte que vous avez délibérément posé vise, une nouvelle fois, à faire apparaître la CGT comme moteur de l'action sur ce terrain. Faut-il vous rappeler que cette campagne sur la retraite a aussi été rendue possible par la sensibilisation faite par la CFDT sur les inégalités et les catégories marginalisées. Cet acte vise aussi à imposer à la CFDT et à tous les travailleurs les solutions, les compromis jugés acceptables par votre seule organisation (...).



PORTUGAL : LE DOUBLE JEU DU PARTI DE CUNHAL

Mardi le général Costa Gomes recevait pour une réunion de travail le chef de file du Parti révisionniste, Alvaro Cunhal, et le leader du Parti socialiste, Mario Soares, en présence de deux membres du Conseil de la révolution, le commandant Almada Contreiras (pro-P(C)P) et le capitaine Vasco Lourenco (membre du groupe des «neuf»). Qualifiée de façon neutre «d'un échange de vues sur la situation actuelle», rien de spectaculaire n'a filtré de cette réunion sinon l'hypothèse envisagée d'un «réajustement du Gouvernement» en raison de l'évolution des «rapports de forces». Il est évident que le parti d'Alvaro Cunhal fait tout pour faire évoluer ce rapport en sa faveur. Il applique pour cela à la lettre les directives de ses patrons de Moscou contenues dans un récent article de «la Pravda», enjoignant aux partis révisionnistes européens de susciter chaque fois que possible «des grèves politiques contre leur gouvernement». Les manifestations de soldats regroupés dans l'organisation des S.U.V. (Soldats unis vaincront) se succèdent sans interruption. Elles ont même fait des émules en la personne des «T.U.V.» (Travailleurs unis vaincront), organisation qui prétend représenter le «pouvoir populaire» et la «démocratie directe» et dont l'essentiel de l'activité vise à saper l'autorité du VIe gouvernement qui regroupe une majorité de personnalités violemment opposées aux prétentions de l'URSS sur le Portugal et partisans affirmés de l'indépendance nationale. Derrière cette agitation permanente, on

retrouve effectivement la main du P(C)P, tout comme il impulse aussi en coulisse des mouvements comme l'occupation de «Radio Renaissance» ou celle du quotidien de la ville de Setubal.

Malgré cela Cunhal a été contraint de reconnaître que l'atmosphère de la réunion avait été «tendue» et «n'ouvrait pas de perspectives dans l'immédiat».

Bien au contraire, le même jour on apprenait que quatre gouverneurs civils (préfets), membres du Mouvement démocratique portugais, que chacun appelle là-bas ironiquement le «PCP Bis», venaient d'être révoqués de leur fonction. Ils seraient remplacés par des personnalités proches du Parti socialiste et du Parti populaire démocratique, le PPD. C'est un coup de semonce adressé au P(C)P par le VIe gouvernement exaspéré de son double jeu. N'oublions pas, en effet, que le parti de Cunhal a l'originalité de se cramponner vigoureusement au siège qu'il occupe dans le VIe gouvernement, tout en appelant inlassablement et publiquement à le renverser par tous les moyens.

La classe ouvrière et les patriotes portugais ne peuvent que se révolter contre cette duplicité. Et le nombre grandit chaque jour de ceux qui en comprennent les raisons : le P(C)P d'Alvaro Cunhal n'est en effet rien d'autre que l'appendice du social-impérialisme russe dans le pays. C'est pourquoi son isolement ne peut que grandir et son agressivité s'exaspérer.

PEKIN : UN AVERTISSEMENT AUX USA

Recevant Kissinger à Pékin, le ministre des Affaires étrangères chinois, Kiao Kouan-houa, lui a exposé sans détour l'analyse du Parti communiste chinois sur la situation mondiale aux lendemains de la mystificatrice conférence d'Helsinki :

«La situation internationale actuelle, marquée par de grands bouleversements sous le ciel, s'avère excellente. Les diverses contradictions fondamentales du monde vont toutes en s'exacerbant. Les facteurs de la révolution, de même que ceux de la guerre, vont grandissant. La dure réalité ne prouve pas qu'une détente est entrée dans une nouvelle étape, mais elle montre que le danger d'une nouvelle guerre mondiale s'accroît. Nous ne sommes pas convaincus qu'il y a une paix durable. Les choses se développent selon les lois objectives indépendantes de la volonté humaine. Le seul moyen d'affronter l'hégé-

monisme, c'est de lutter du tac au tac contre lui. Partir des illusions irréalistes, prendre l'espoir ou le désir pour la réalité, et, partant, adopter des mesures qui y correspondent, cela ne peut qu'encourager les ambitions expansionnistes et produire des conséquences graves. Dans ce sens, l'histoire de la Seconde Guerre mondiale donne une leçon utile...

»Face au danger de guerre qui va croissant, la Chine pratique ce principe fondamental : creuser de profonds souterrains, constituer partout des réserves de céréales et ne jamais prétendre à l'hégémonie ; persévérer dans l'indépendance et compter sur ses propres forces ; faire tous les préparatifs nécessaires. Nous sommes profondément convaincus que, quelque sinuosité et quelque revers que connaisse l'histoire dans son développement, la tendance générale de l'évolution du monde va vers la clarté et non vers les ténèbres.»

ANGOLA : LETTRE D'UN ETUDIANT AFRICAIN

«Les Chinois aux côtés des Américains contre les forces progressistes angolaises.»

Tel est le gros sous-titre du dernier numéro d'Afrique-Asie (20 octobre). Malgré les diverses protestations adressées à cette revue, il apparaît de plus en plus clairement que son rôle de manipulatrice d'informations sert ouvertement le social-impérialisme.

La dernière interview présentée sur l'Angola par Simon Malley (directeur de la revue) est plus que significative. On y lit :

«L'agression étrangère que dirige la CIA par l'entremise des forces armées zairoises qui noyautent et commandent le FNLA et l'UNITA, assistés d'instructeurs et conseillers

de tout acabit, un mélange de Chinois, de Tunisiens, d'Américains, de Portugais, de Sud-Africains, de nazis allemands et d'Israéliens.»

Les effets de la rivalité des deux superpuissances pour se tailler des zones d'influence, se font sentir clairement en Angola.

Il est plus que jamais nécessaire de dénoncer les manœuvres de ces «puissances» en démasquant sans ménagements leurs agents et autres couvertures (style Afrique-Asie).

La situation en Angola est très sérieuse, il se joue là-bas un grand jeu dont l'importance doit être soulignée. Car aujourd'hui quand on entend dire par l'état-major d'un

L'ITALIE AUGMENTE SON BUDGET DE DEFENSE

La Commission de défense nationale du Sénat italien a décidé d'augmenter de plus de 20 % le budget national de défense pendant l'année fiscale 1976. A la fin de ce débat, le ministre italien de la Défense a affirmé que la Communauté économique européenne devrait démontrer une «unité croissante» en ce qui concerne la défense militaire. L'Italie, comme tous les autres pays méditerranéens, s'inquiète vivement de l'agitation croissante en Europe du Sud causée par la rivalité soviéto-américaine et par la présence navale massive des Soviétiques en Méditerranée.

FIN DE LA VISITE A PARIS DU PREMIER MINISTRE PAKISTANAIS

M. Ali Bhutto, Premier ministre du Pakistan, termine aujourd'hui sa visite officielle en France. Il s'est déclaré satisfait des entretiens qu'il a eus avec les dirigeants français et a salué «les efforts faits par la France pour instaurer un nouvel ordre économique international auquel le monde entier attache une très grande importance.»

Le Pakistan, on en avait beaucoup parlé il y a quatre ans lors de l'agression indienne encouragée en sous-main par le social-impérialisme russe, et qui avait abouti au démembrement de ce pays et à la création du Bengla Desh, causant de très nombreuses pertes humaines.

Depuis, les Soviétiques ont essayé un revers politique retentissant puisque le Bengla Desh sur lequel ils avaient mis la patte et qu'ils pillaient sans vergogne malgré son immense misère, s'est rebiffé et cherche à échapper à leur contrôle. Les navires soviétiques ont dû déguerpir du port de Chittagong qu'ils avaient investi et, au grand dépit des expansionnistes, le Bengla Desh a renoué des relations amicales avec le Pakistan comme avec la République populaire de Chine.

CAMEROUN : Activités manuelles et intellectuelles vont de pair

Le gouvernement camerounais vient de rendre le travail manuel obligatoire dans tous les établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur du Cameroun, à compter de cette année. Cette décision vise à mieux adapter le système d'enseignement aux besoins du développement national. Désormais chaque établissement d'enseignement doit obligatoirement créer une ou plusieurs unités d'exploitation : champ, verger, ferme, atelier d'artisanat, etc. Chaque élève ou étudiant doit consacrer au moins deux heures par semaine aux activités de production d'agriculture, d'élevage ou d'artisanat.

des trois mouvements de libération que «l'OUA» ferait «mieux» de ne pas «intervenir en Angola», on se demande pour la joie de qui ce serait.

Il est urgent d'éclairer tout le peuple de France sur ces événements, aussi ai-je cru que cette note adressée à votre journal aidera à faire savoir aux anti-impérialistes français que le tiers monde prend conscience de la lutte des deux superpuissances pour l'hégémonie, mais il faut l'aider en dénonçant au jour le jour les manifestations de cette lutte.

Un étudiant africain
lecteur de votre journal.

Pourquoi les travailleurs du livre sont-ils en lutte ? (2)

La crise que le système impérialiste mondial connaît aujourd'hui est certainement la crise la plus importante, la plus grave pour les capitalistes, depuis celle de 1929.

A la faveur de cette crise générale, qui ébranle tous les secteurs de l'économie capitaliste, sans exception, et particulièrement celui qui nous intéresse ici, l'imprimerie, la bourgeoisie monopoliste entreprend de grandes transformations de son économie.

C'est dans les secteurs où l'organisation de la production n'a que peu changé depuis le début du siècle, et où en particulier le processus de concentration du capital n'a que peu avancé, que les restructurations entreprises aujourd'hui par la bourgeoisie ont la plus grande ampleur. L'imprimerie fait partie de cette catégorie. On y voit encore dominer largement les petites entreprises : 56,3 % des imprimeries ont moins de 20 ouvriers, 6,2 % seulement en ont plus de 100 ; 9 entreprises ont des effectifs supérieurs à 1000 ouvriers alors que 1586 d'entre elles emploient entre 6 et 20 ouvriers. Au stade du capitalisme monopoliste d'Etat, de si petites entreprises ne peuvent investir suffisamment et donc moderniser le processus de production.

Bref, cette structure, qui était la règle générale au tout début du développement du capitalisme, est aujourd'hui dépassée. Et l'on a vu dans un premier article (cf. HR no. 353) que le maître-mot du plan de restructuration mis au point par la bourgeoisie monopoliste est bel et bien la concentration capitaliste, que le patronat envisage soit comme le regroupement de plusieurs entreprises — comme cela s'est fait lors de la constitution du puissant groupe Néogravure — soit comme le regroupement d'une imprimerie avec une maison d'édition ou un distributeur... N'y revenons pas.

CONTRE LE CHOMAGE, ÇA EXPLOSE PARTOUT !

Ce plan de restructuration, qui prévoit d'ores et déjà que 16,6 % au moins des ouvriers seront jetés au chômage, et qui promet à ceux qui resteront d'importantes aggravations de leurs conditions de travail, soulève d'indignation et de colère l'ensemble des travailleurs du Livre. Les licenciements collectifs, les réductions d'horaires avec perte de salaire, le chômage partiel, les travailleurs du Livre n'en veulent plus. Et des quatre coins du pays monte leur juste mot d'ordre : *non au chômage, pas un seul licenciement, du travail pour tous !*

Partout, aussi bien dans le labeur que dans la presse, de plus en plus déterminés à combattre les capitalistes, les travailleurs mènent la lutte. Ainsi, actuellement, huit imprimeries au moins sont occupées, parmi lesquelles *Gamma*, *Somi*, *le Parisien libéré*, *Chauffour* à Vitry où l'occupation contre 235 licenciements dure depuis sept mois, la *S.P.E.A.* d'Annecy où l'on se bat contre 170 licenciements, *Hélio-Cachan* à Chilly-

Mazarin, *Caron-Ozanne* à Caen où les travailleurs mènent une lutte exemplaire depuis le 5 juin dernier en dépit des innombrables manœuvres et pressions des dirigeants bourgeois de la Fédération française des travailleurs du Livre-CGT (FFTL-CGT) et des responsables aux divers échelons du faux Parti communiste de Marchais qui tentent d'isoler les grévistes pour saboter leur lutte en toute tranquillité (cf. notamment HR no. 316 et 330).

Partout c'est le même désir de se battre, mais de plus en plus aussi c'est la révolte contre les dirigeants bourgeois de la FFTL-CGT parmi lesquels des membres infiltrés du faux Parti communiste français. Il n'est que de voir combien sont houleuses les assemblées générales de syndiqués pour constater que de plus en plus nombreux sont les travailleurs qui refusent de se laisser manipuler par la bourgeoisie, qu'elle soit ouvertement de droite ou qu'elle revête le manteau de la «gauche».

LA COLÈRE MONTE CONTRE CEUX QUI FONT ACCEPTER LES LICENCIEMENTS...

Les travailleurs prennent conscience que pour mettre en échec les plans de licenciement il ne faut pas s'en remettre aveuglément aux «bons soins» des dirigeants de la FFTL-CGT, mais au contraire prendre résolument la lutte en mains, instaurer un strict contrôle sur ce qui concerne la lutte des travailleurs et son déroulement, imposer la démocratie prolétarienne en élisant des comités de grève et en tenant le plus souvent possible des assemblées générales de grévistes seules habilitées à diriger et à prendre toute décision concernant la lutte, et faire en sorte de coordonner les luttes en une grande offensive contre les capitalistes.

Déjà, un bon nombre de travailleurs refusent de suivre la ligne antiouvrière qu'impulsent dans le Livre, par le biais de la FFTL-CGT qu'ils contrôlent en partie, les responsables du faux Parti communiste de Marchais-Séguy. Certains ouvriers ont même conscience que ce n'est qu'en se battant politiquement contre cette dernière ligne et en l'isolant qu'on peut vaincre les patrons.

C'est que les travailleurs ne sont pas dupes. Et aux exemples négatifs de *Hénon* (300 licenciements en mars 1974), *Larousse* (182 licenciements), *Informatic 300 000* (130 licenciements), *Le Goeland* à Lanvolon (23 licenciements), où une ligne de capitulation et d'acceptation des licenciements fut imposée aux travailleurs, les écartant totalement de la conduite de la lutte, et où sous la houlette des chefs du parti de Marchais-Séguy les grèves aboutirent à des défaites (cf. notamment HR no. 313) ; ils opposent ceux, positifs, des grèves et occupations victorieuses de *Darboy* en 1974 et celles, moins connues, de *Hollenstein-Phototypo* en décembre 1974 et janvier 1975 où les travailleurs arrachèrent de haute lutte un protocole d'accord stipulant que le patron «renonce au licenciement des huit per-

sonnes visées», qu'il «garantit l'emploi des ouvriers et employés... jusqu'au 31 décembre 1975», qu'il «fera une donation exceptionnelle au comité d'entreprise de 24 000 F» à répartir entre les grévistes, etc.

... ET LES RÉVISIONNISTES NE FONT PLUS LA LOI PARTOUT

Chez *Darboy* à Montreuil-sous-bois, les 93 travailleurs recevaient leur lettre de licenciement le 28 février 1974. Le 1er mars, ils terminaient la journée de travail et décidaient une occupation illimitée des locaux. Le 27, ils faisaient redémarrer les machines pour tirer d'abord un tract qu'avaient commandé les comités de grève des banques — la grève battait alors son plein dans les banques — puis de nombreux tracts, affiches, brochures pour la CFDT, le MLAC (mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception), etc.

Le patron allait tenter de multiples manœuvres pour faire céder les travailleurs. Ainsi, le 6 mai, il essayait de les démobiliser en acceptant de verser indemnités et préavis de licenciement qu'il refusait initialement de payer. Mais les travailleurs ne devaient pas «tomber dans ce panneau», et 74 jours après le début de l'occupation, le 4 juin, ils remportaient la victoire. Ainsi que l'écrivait *le Monde* : «Malgré son aspect limité, l'expérience de Montreuil-sous-bois semblait bien gêner les permanents de la FFTL-CGT.» Cela est probable en effet, d'autant que l'exemple des travailleurs de *Darboy* allait faire tache d'huile, se reproduire quelque 6 mois plus tard à la Plaine-St-Denis à *Hollenstein*, et contribuer, avec les autres grandes luttes ouvrières, comme *Lip*, à ouvrir les yeux de nombreux travailleurs.

Toujours est-il que, gênés ou pas, les dirigeants de la FFTL-CGT ont toujours refusé de soutenir la juste lutte de *Darboy*, n'acceptant de lui accorder qu'une bien maigre aide financière — aux dires des grévistes eux-mêmes, la direction de la FFTL-CGT était tout particulièrement opposée à la remise en marche des machines (cf. leur journal, *Darboy imprime Darboy*).

* * *

Aujourd'hui, alors que le juste mouvement de lutte des travailleurs du Livre, principalement contre le chômage et les licenciements, va connaître de nouveaux développements, et devenir de plus en plus massif, au fur et à mesure que les capitalistes généraliseront l'application de leur plan de restructuration de l'imprimerie, il est inévitable que de nouvelles et nombreuses contradictions surgissent et s'aiguissent entre la grande majorité des travailleurs et la poignée de tenants de la ligne antiouvrière d'acceptation des licenciements. C'est là une excellente chose qui ne peut aboutir en définitive qu'à l'isolement et à l'affrontement des projets politiques bourgeois des dirigeants du faux Parti communiste de Marchais.



La littérature révisionniste en Allemagne de l'Est

LA CRITIQUE PETITE-BOURGEOISE COMME SOUPE DE SECURITE POUR LE MECONTENTEMENT DU PEUPLE

(Extrait d'un article paru dans «Roter Morgen», organe central du Parti communiste d'Allemagne marxiste-léniniste : KPD-ML)

L'écrivain Ulrich Plenzdorf est un représentant typique de la tendance réaliste-petite-bourgeoise qui a pris beaucoup d'importance depuis le VIII^e Congrès du SED (1). «La légende de Paul et de Paula» est un film écrit par lui qui a suscité un grand intérêt. Il raconte la vie de deux jeunes gens et se déroule dans la RDA d'aujourd'hui.

Mais d'un autre côté, cette critique a un caractère petit-bourgeois. Paula est une ouvrière, elle n'a pas la vie facile. Qui l'aide à se débattre de ses problèmes ? Pourquoi lutte-t-elle ? Elle parvient pratiquement illégalement à s'infiltrer dans une réception organisée pour les fonctionnaires de l'État, pour les diplomates et les étrangers, et à laquelle participe son amoureux, Paul. Paul lui demande des comptes. Il dit qu'il y a des règles qu'il faut respecter. Ce sont les règles de la bourgeoisie, par lesquelles elle peut obtenir des profits maximaux et maintenir son système d'exploitation. Paula lui répond simplement : «Et si je ne veux pas respecter ces règles quand je pense que mon bonheur personnel est plus important !». Paula se moque de l'ordre social qu'elle viole. Elle n'est pas motivée par un point-de-vue de classe. Elle se bat toute seule, avec des méthodes anarchistes, et seulement pour son bonheur personnel, elle se moque de ce que font les autres (...)

Ce même caractère petit-bourgeois est inhérent à la pièce de théâtre :

«LES SOUFFRANCES NOUVELLES DU JEUNE W.» (2)

Un jeune homme, Edgar Wibeau, fait l'expérience de la société révisionniste embourgeoisée à la RDA de plusieurs points-de-vue, il passe par différentes situations sociales, et meurt à la fin par accident, en réalité parce qu'il n'arrive pas à s'adapter à cette société, parce qu'il doute d'elle.

Voyons rapidement les différentes situations sociales par lesquelles passe Edgar. L'apprentissage qu'il avait commencé est stupide et bête, et quand il commence à se révolter contre cela, son patron réagit de façon autoritaire. Sa mère aussi a fait de son mieux pour faire de lui un petit-bourgeois bien élevé, gentil, sans idées, sans but véritable. Mais cette perspective l'écœure, il est plutôt attiré par une vie de bohème, une vie d'artiste. Il se souvient que son père est peintre, il commence lui-même à peindre, mais ce n'est bien sûr que du dilettantisme. L'école des Beaux-Arts refuse sa candidature. Une nouvelle fois, Edgar doit voir que la société ne s'intéresse pas à lui : le bureaucrate qui examine sa candidature l'expédie rapidement et sans cœur. Il décide d'aller à Berlin et d'y vivre à l'écart de la société, pour pouvoir, comme il dit, être enfin seul et faire ce qu'il voudra, selon son humeur. On voit clairement que l'auteur ne se donne pas beaucoup de mal pour masquer le caractère petit-bourgeois de la critique qu'il place dans la bouche de son héros. A la discipline opprimante de la bourgeoisie, il n'oppose pas la discipline consciente du prolétariat, mais l'indiscipline du petit-bourgeois, un mode de vie individualiste, le plus à l'écart possible du processus de production, le plus à l'écart possible des masses.

L'auteur prête à son héros d'innombrables idées bourgeoises et petites-bourgeoises. Par exemple que la critique et l'autocritique seraient mauvaises, par

ce qu'elles rabaisseraient l'homme (...). C'est vrai, la critique et l'autocritique dans un système bourgeois-révisionniste est un instrument de la bourgeoisie, et est humiliante pour les masses, mais la seule raison en est que les nouveaux dominateurs ne sont jamais obligés de présenter leur autocritique au peuple, aux larges masses, parce qu'ils sont en dehors du domaine de l'autocritique, parce que tous ceux qui critiquent doivent s'attendre à des mesures répressives. Et dans la mesure où la critique faite par Edgar ne tient pas compte de cette différence, elle est dirigée également contre le véritable socialisme et est réactionnaire.

A BERLIN

Il fait principalement deux expériences : il fait connaissance d'une institutrice de maternelle, de quelques années plus âgée que lui. Son fiancé, à la différence d'Edgar n'a pas de «problèmes». Il a tout ce qu'il faut. Mais l'institutrice n'est pas encore complètement dégénérée, et avec un petit peu d'aide, elle se rend parfaitement compte de ce que son fiancé cache derrière cette belle façade, qu'il est déjà désespérément desséché et vide intérieurement, qu'il a déjà perdu toute fraîcheur et toute vitalité et qu'il est devenu un pantouflard ennuyeux (...)

L'autre expérience que fait Edgar est son travail sur un chantier de construction. Il n'a pas d'argent, et à la longue, il trouve ennuyeux de vivre seul. Alors, il va travailler. Il est évident que la description de la brigade des ouvriers du bâtiment comme un tas de gens corrompus qui ne s'intéressent qu'à l'argent, correspondant dans une certaine mesure à la réalité (...). Mais l'auteur oublie que la camaraderie, l'esprit d'entraide, l'attitude humaine sont encore dix fois plus développés chez les ouvriers que chez les intellectuels petits-bourgeois. Et avant tout, il est tout-à-fait petit-bourgeois de montrer les répercussions négatives de la dictature révisionniste sur la classe ouvrière sans en dire les causes (...)

LA SOUPE DE SECURITE

Si la direction révisionniste voulait éviter des troubles sérieux parmi les intellectuels petits-bourgeois, il fallait imaginer une soupe de sécurité, et tolérer une critique superficielle (...). A côté de cela elle emploie aussi la méthode de la corruption. Ainsi, Plenzdorf et des gens comme lui s'achètent des maisons de résidence secondaire, qui sont chères, ils ont des grosses voitures et vivent la vie des vedettes bourgeoises à succès. Mais ce que veut la direction révisionniste, et le processus du développement social, ce sont deux choses différentes. Les contradictions de classe s'aiguisent toujours plus, le mécontentement grandit, même les intellectuels petits-bourgeois sont, pour la plupart, dans une situation peu enviable. Sans aucun doute surgiront des artistes qui préféreront se heurter aux difficultés qu'entraîne le fait d'écrire la vérité plutôt que de laisser la direction révisionniste user à tort et à travers de leur plume pour endormir les masses.

(1) - Le VIII^e Congrès du SED, le parti révisionniste est-allemand, a eu lieu en juin 1971. Il a marqué des changements d'orientation dans plusieurs domaines : asservissement accru au social-impérialisme, «libéralisation» idéologique à l'intérieur, développement relatif de la consommation, etc.

(2) - C'est là la reprise du titre d'un livre du célèbre écrivain allemand Goethe «Les souffrances du jeune Werther».



LENINE EN OCTOBRE 1917

Résumé : Lénine a fait une «lettre aux membres du Parti bolchevik». Cette lettre, dénonçant les traîtres agissements de Kaménev et Zinoviev, parvient à tous les ouvriers révolutionnaires et renforce leurs rangs et leur détermination à se battre contre la réaction et les traîtres.



71) Les soldats du front lisent la lettre de Lénine dans les tranchées : «Temps durs. Problème difficile. Trahison grave.» «Et pourtant le problème sera résolu, les ouvriers serront les rangs, le soulèvement paysan et l'impatience extrême des soldats au front feront leur œuvre ! Serrons encore les rangs, le prolétariat doit vaincre !»



72) Averti par les traîtres, le Gouvernement provisoire de la bourgeoisie sentant ses jours comptés est pris de panique, et convoque immédiatement une réunion où il décide des mesures contre-révolutionnaires à prendre pour combattre les bolcheviks.



73) Routkovsky propose au chef du Gouvernement provisoire Kérénski d'opprimer sévèrement les bolcheviks, d'arrêter par les armes l'insurrection armée des masses. L'ennemi décida, un jour avant l'ouverture du 2^e congrès des Soviets, d'attaquer et d'occuper l'Institut Smolny, siège du Comité central bolchevik.



74) L'ennemi envoie de nouveau un grand nombre d'agents secrets dans les quartiers ouvriers pour perquisitionner et arrêter les leaders du Parti bolchevik. Dans le but insensé d'égorger la Révolution, un télégramme est envoyé au commandant du 3^e corps de cavalerie dans lequel le Gouvernement provisoire ordonne d'appeler quelques régiments de cosaques du front pour qu'ils rentrent avant le 26 à Pétrograd.

A suivre

Les dessous économiques
du voyage de Giscard en URSS

UNE AFFAIRE DE GROS SOUS

Une chose est sûre, ce voyage aura été une affaire de gros sous. Des accords économiques portant sur 2,5 milliards de francs ont été signés et de nouveaux engagements auront lieu en 1976, portant notamment sur une augmentation de 60 à 80 % des achats français de pétrole russe.

Les capitalistes français espèrent ainsi tripler en quelques années leurs échanges avec l'URSS. La question qui est posée est celle-ci : plus les intérêts en jeu grandiront, plus les sociaux-impérialistes russes disposeront de moyens de pressions sur les orientations politiques de la classe dominante en France : est-ce une bonne ou mauvaise chose ?

Dans la situation présente, il est clair que poser la question, c'est aussi y répondre.

Pour donner les éléments de réflexion à nos amis lecteurs, il serait bon de donner un aperçu des relations déjà existantes entre la France et l'URSS.

Ce dernier pays n'entre que pour 1,4 % dans les exportations et pour 1,1 % dans les importations de la France.

Cependant les échanges ont progressé de 47,9 % de 1972 à 1973. Et depuis l'accélération de la crise dans notre pays, tous les grands commis de l'Etat monopoliste ont entamé de nombreux voyages à Moscou en vue de signer différents protocoles d'accords sur la «coopération technique, économique et industrielle». Ces protocoles servent de cadre à des accords plus précis signés par les patrons. Notons parmi les derniers :

- Ambroise Roux, membre de la Confédération nationale du patronat français (CNPF), PDG du trust CGE (Compagnie générale électrique) a conclu, début octobre, un protocole général de coopération scientifique, technique et industrielle concernant des secteurs aussi variés que l'énergie, l'informatique, les machines-outils.

- A Rambouillet, différents projets avaient été mis en place au profit de trois trusts, CII (informatique), Technip et Creusot-Loire (usines de traitement et de séchage du gaz). Montant total des affaires : 2 milliards 300 millions de nos francs lourds.

- Le groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK) discute depuis deux ans de l'installation, en Sibirie, d'une usine d'aluminium : 6 milliards.

- Agache-Willot a conclu en février 1974 un accord de coopération technique pour la mise au point de matériels textiles nouveaux et s'est assuré l'exclusivité des ventes dans 21 pays.

- De nombreuses réunions ont eu lieu en vue d'accords dans le domaine de l'énergie (atome, pétrole, gaz).

- Speichim, firme française, détient le record mondial du nombre d'usines implantées en URSS. La Régie Renault n'est pas absente de ces échanges. La SEFRI (tour Maine-Montparnasse), ainsi que Jacques Borel sont sur les rangs pour décrocher des contrats immobiliers (hôtels quatre étoiles (sic)).

Ainsi, certains capitalistes français sont alléchés par «l'immense» marché soviétique. Mais déjà un élément est là qui n'est pas sans créer quelques inquiétudes : le solde des échanges est en défaveur de l'URSS (il achète plus qu'il ne vend). Tôt ou tard Brejnev demandera une contrepartie et sera alors de plus en plus exigeant.

Les échanges sur le marché mondial impérialiste ne sont pas égaux, mais résultent du rapport de force entre les puissances capitalistes. Il est clair que les échanges avec l'URSS, bien qu'alléchants au départ, ne vont pas dans le sens des intérêts des travailleurs français. Ils ne pourront atténuer la crise dans notre pays, comme le prétend un éditorialiste de la «Pravda», mais aggravent le danger de soumission à cette superpuissance expansionniste.

BUDGET

FOURCADE
MOROSE

Mardi dernier, Fourcade, ministre de l'Economie et des Finances, a présenté devant le Parlement le projet de «loi de Finances» pour l'année 1976.

Dès le début de son discours, le ton «morose» reflétait bien l'état d'esprit de l'ensemble de la bourgeoisie face à la crise de son système économique : «incertitude majeure» qui en 1976 «est de savoir si l'économie française va retrouver une croissance équilibrée et durable».

Son pessimisme s'est révélé principalement à propos de la hausse des prix et de l'accélération de l'inflation que le «plan de relance» prétendait endiguer : «C'est en matière de prix de gros et de détail que les risques inhérents à la reprise de l'activité économique sont les plus importants» a-t-il déclaré. «De nombreux secteurs de l'activité réclament, parfois avec véhémence, des majorations de prix ou de marges. Les prévisions des commerçants, recueillies par l'INSEE en septembre, vont dans le sens de l'accélération».

En conclusion, Fourcade a exprimé le pessimisme du gouvernement en indiquant que ces objectifs visant à conjurer l'inflation «sont particulièrement difficiles à atteindre».

On notera en plus que Fourcade — bien qu'il ne le mentionne pas — doit compter avec la combativité grandissante de larges secteurs de la population travailleuse décidés à ne pas payer les frais de la crise de l'économie capitaliste. Ici, ce n'est plus du pessimisme, mais de l'inquiétude...

Les paysans de Naussac (Lozère)
opposés au projet de barrage

Naussac est un petit village de Lozère menacé de mort par un projet de construction de barrage aux conséquences désastreuses :

- 180 personnes vouées à l'exode, dont 130 à Naussac, sans compter celles qui seront touchées par les répercussions de ce barrage ;

- la disparition de 1 280 ha de terres cultivables dans une plaine fertile (5 % de lande, alors que la moyenne départementale est de 47 %) et du village de Naussac, la disparition d'une partie du cheptel, d'autre part, la côte maximale du barrage (945 m) est supérieure de 32 m à celle de Langogne, petite ville située à 5 km de Naussac.

Mais les paysans, aidés par la population, sont déterminés à lutter contre ce projet.

Le 2 octobre, des dizaines de paysans étaient mobilisés pour une marche sur Langogne, afin de démontrer leur opposition ferme et catégorique à ce projet. Dans toute la ville, artisans et commerçants se sont associés à cette opération «ville morte» en fermant leurs portes.

D'autre part, le «Comité de défense de la vallée de Naussac» a diffusé plusieurs tracts expliquant la situation, dénonçant l'attitude policière du responsable de la FDSEA qui s'est permis d'arracher les panneaux hostiles aux responsables du barrage et de remettre en cause les discussions de la base, dénonçant l'attitude des élus locaux qui sont venus jouer un rôle de figurants lors de la manifestation pour être plus populaires, dénonçant enfin l'attitude du gouvernement et de «ses agents locaux», qui, en supprimant la visite de Mme Simone Veil prévue le jour de la manifestation, ont préféré ignorer le problème du barrage de Naussac.

Mais, comme le dit un de ces tracts, «le temps de l'obéissance, de la passivité et de la résignation est maintenant révolu.»

Correspondant HR.



LA JEUNE GARDE ROUGE No 3 organe central de la JCMLF, est parue.

Au sommaire :

Pour une culture révolutionnaire - Le chômage - Les jeunes marxistes-léninistes et l'école - Une école secondaire de la banlieue de Pékin - La jeunesse immigrée - La jeunesse c'est l'avenir du monde - Etudiants de Palestine - Espagne - lettres de nos frères soviétiques...

L'exemplaire : 2,50 F



Les textes du Congrès constitutif de la JCMLF sont parus en brochure.

Au sommaire :

Le Rapport politique présenté devant le Congrès - L'intervention de camarade Costen au nom des communistes marxistes-léninistes de France - Le Manifeste de la JCMLF - Les statuts de la JCMLF - La charte de lutte de la jeunesse.

L'exemplaire : 4 francs.

PASSEZ VOS COMMANDES A : «L'Humanité rouge» - B.P. 203 - 75008 Paris Cedex 18 -

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m

TIRANA



Les lecteurs ont la parole

Aujourd'hui, nous donnons la parole à quatre diffuseurs du journal, deux employés de la Sécurité sociale, un employé de bureau et un technicien ; ce sont de «vieux» lecteurs du journal, l'un d'entre eux le lit depuis le No 1 ! Leurs opinions de diffuseurs, mises en commun et sur la base de leur expérience militante, nous sont très précieuses. Nous donnerons quelques éléments de réponse à certains extraits de leur longue lettre, point par point.

«COLLER A L'ACTUALITE»

Tout d'abord, nous pensons que le quotidien a pour rôle d'exposer l'actualité d'une part, de l'analyser d'autre part. Or nous pensons qu'actuellement ce rôle n'est pas rempli de façon entièrement efficace : nous n'arrivons pas à coller systématiquement à l'actualité, ce qui fait que nous sommes quant à nous obligés de lire d'autres quotidiens afin de nous tenir au courant des événements, et d'y apporter nous-mêmes une analyse qui sera certainement plus partielle que dans le quotidien. Nous avons l'impression que notre journal prend ses sources dans le «Monde», ou dans d'autres journaux, ce qui nous donne du retard. Il serait intéressant de nous poser le problème : comment essayer de coller systématiquement à l'actualité ? Le problème ne nous semble pas avoir été traité dans les contributions du Comité de rédaction ou dans le courrier des lecteurs. Est-il impossible au journal de s'abonner aux dépêches de l'AFP ?

Oui, il est possible d'avoir les dépêches AFP. C'est chose faite, depuis quelques jours seulement. Peut-être nos lecteurs ont-ils ressenti des progrès dans «l'actualité» de nos informations ? Cela exige de nous de gros efforts financiers, bien sûr, mais c'est indispensable. Par ailleurs, la place nous manque dans le format actuel... ; le nouveau format — et l'expérience accumulée — nous permettront de mieux répondre aux soucis de nos camarades.

«IL FAUT DES ARTICLES DE DOCUMENTATION»

Nous pensons qu'à l'heure actuelle, en fonction des possibilités matérielles du journal, il y a eu un certain gaspillage de place : par exemple, la bande dessinée actuelle, certains articles du front culturel nous donnent l'impression de bouche-trous, alors que des événements d'actualité importants ne sont pas traités, ou presque (affaire «Claustre» par exemple). Nous notons un certain manque d'articles de documentation. A notre avis, l'un des plus importants rôles de notre journal, c'est l'éducation politique des lecteurs. Exemples : présentation du FRAP et de l'ETA, ce qu'est la «Junta», le P«C»E, petite histoire de l'Espagne, lors du combat de solidarité à nos frères espagnols.

Nous avons reçu beaucoup de critiques concernant la trop grande place qu'occupait la bande dessinée. Voilà pourquoi nous l'avons réduite.

Il faut faire des articles de documentation, d'accord. C'est un long travail pour nous qui sommes novices dans le journalisme et voulons faire un travail sérieux et documenté. Sans doute nos lecteurs qui se passionnent pour tel ou tel sujet et le connaissent bien peuvent-ils nous aider parfois, en envoyant documents, informations ou articles ?

«A PROPOS DES ARTICLES SUR LES LUTTES»

Lorsque nous envoyons un article sur une lutte à laquelle nous participons, nous exprimons un point de vue dépendant d'une situation donnée, ce qui fait que dans certains cas, le lecteur n'arrive pas à situer cette lutte, ses origines... Le reporter qui interviewe des camarades en lutte, pose des questions au nom des lecteurs, afin que ceux-ci, sans y être, puissent retirer toutes les leçons de cette lutte. Il serait intéressant que le Comité de rédaction organise reportages, interviews, sur des luttes, en liaison avec les camarades concernés, afin de populariser cette lutte, de la façon la plus intéressante et efficace. Le Comité de rédaction pourrait adjoindre un réseau de reporters, correspondants locaux, qui auraient pour tâche outre celle-ci, de faire la synthèse de l'actualité locale.

D'accord là aussi ; nos reportages — comme celui réalisé à Fougères — ont donné de bons résultats. Il faut là encore poursuivre et améliorer l'effort.

«VERS UN MAGAZINE HEBDOMADAIRE»

Il nous semble intéressant, pour la diffusion, de disposer d'un numéro hebdomadaire magazine (par exemple le samedi) de 12 pages que nous pourrions diffuser le long de la semaine (porte à porte, ventes publiques), car il nous est très difficile de diffuser le quotidien au jour le jour à l'heure actuelle.

Nous avons cette idée en tête bien sûr. Mais il y a pas mal de questions à résoudre avant de la réaliser ; dans l'immédiat, multiplier les abonnements, soutenir de manière militante notre sortie en kiosque, nous semble une bonne méthode pour diffuser le quotidien au mieux au jour le jour.

CONNAISSEZ-VOUS

LA CHINE



La Chine socialiste, voilà un sujet qui passionne, suscite la curiosité, réveille les imaginations. Alors pour avoir les idées plus claires sur la ligne du Parti communiste chinois, sur ses résultats en Chine et aussi sur le plan international, lisez les périodiques chinois. Aujourd'hui, nous vous invitons à lire un hebdomadaire théorique : Pékin information.

AU SOMMAIRE DU No 41 DE PEKIN INFORMATION

— Un ensemble d'articles sur l'expansion ininterrompue de l'économie chinoise (pages 9 à 15).

— Un dossier sur la «cupidité du social-impérialisme», avec un article, tout plein de faits et de chiffres sur l'exploitation de l'Inde par l'URSS et un autre concernant les rapports entre l'URSS et les pays du COMECON.

— Le deuxième article qui permet d'étudier les textes de

«Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat».

— Des nouvelles internationales (OPEP, ONU, Espagne) ; des nouvelles de Chine (visite dans une commune populaire, sur les scènes et écrans de Pékin, inauguration de la ligne Lantchéou - Lhassa) ; et des nouvelles diplomatiques (entrevue du président Mao et du président Bijedic, président du Conseil exécutif de Yougoslavie ; et établissement des relations entre la Chine et le Bangladesh).

TELEVISION :
A NE PAS MANQUER
«TRIBUNE LIBRE»
3ème chaîne
LES MARXISTES-
LENINISTES VOUS
PARLENT...
LUNDI 10 NOVEMBRE
A 19 h 40

AMIS LECTEURS !
POUR FACILITER LE REGLAGE DE NOS FOURNITURES D'EXEMPLAIRES EN KIOSQUES, EFFORCEZ-VOUS D'ACHETER NOTRE QUOTIDIEN LE PLUS SOUVENT POSSIBLE AU MEME ENDROIT.

MERCI !

PROLETARIAT

SOMMAIRE du No 11 (4e trimestre 1975) :

— Rectifions nos erreurs (Henri JOUR) — A propos d'un article d'Alain Badiou : Comment mieux combattre le révisionnisme dans les entreprises ? (Gaston LESPOIR) — Cinq mois de grève chez Badin-Toulouse — Le mouvement révolutionnaire paysan va de l'avant (Lucien NOUVEAU) — Chine 75 : la révolution dans l'enseignement — L'impérialisme, la Bretagne et la Révolution prolétarienne (Document de Sklerigen) — Notes de lectures.

Distribution commerciale assurée par E-100 — 24, rue Philippe-de-Girard Paris (10e) — l'exemplaire : 10 F

BULLETIN D'ABONNEMENT
(Ecrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM

PRENOM

ADRESSE

	Pli ouvert		Pli fermé
1 mois	<input type="checkbox"/> 32 F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 180 F
6 mois	<input type="checkbox"/> 190 F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 360 F
Soutien	<input type="checkbox"/> 300 F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 — La Source

Sahara occidental : TANDIS QUE LA TENSION MONTE, L'ALGERIE LANCE UN APPEL A L'ONU

Le représentant de l'Algérie aux Nations unies, M. Abdelattif Rahal, a demandé, lors de la discussion sur le Sahara occidental, que le Conseil de sécurité «prenne les mesures à la hauteur de ses responsabilités» et «prévienne tous actes de nature à empêcher l'application du droit et susceptibles de mettre en échec l'autorité de l'ONU» dans cette crise.

«Nous estimons extrêmement dangereux pour la paix dans la région toute initiative unilatérale destinée à devancer la décision de l'Assemblée générale quant à la décolonisation du Sahara sous domination espagnole.»

Les inquiétudes de l'Algérie sont d'autant plus fondées que les autorités espagnoles semblent avoir passé des accords secrets avec le Maroc. Depuis l'ouverture des discussions entre le Maroc et l'Espagne, en effet, Hassan II n'a en rien réduit sa campagne pour une «marche verte» d'invasion du Sahara occidental. On apprenait par ailleurs, dans la nuit de mercredi à jeudi, que les forces coloniales espagnoles au Sahara occidental avaient reçu un plan d'opérations de Madrid. L'emploi de la force armée pour s'opposer à la marche a été absolument écarté et seule l'utilisation du matériel antiémeute est envisagée. La source espagnole de cette information a insisté sur le fait que, en aucun cas, il ne sera fait usage de «moyens militaires».

D'autre part l'Espagne semble bien vouloir interdire toute manifestation du peuple saharoui contre le Maroc et les entretiens entre les responsables du Front POLISARIO représentant le peuple

saharoui et les autorités militaires espagnoles, prévus pour le 22 octobre, n'ont pas eu lieu.

En négociant avec le Maroc par-dessus la tête des représentants authentiques du peuple du Saha-

DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS SAHARAOUIS EN EUROPE PRETS A DÉFENDRE LEUR PAYS

Des travailleurs émigrés saharouis en Europe ont déclaré, dans un communiqué publié mercredi à Paris, qu'ils sont prêts à «se rendre immédiatement dans leur pays pour en assurer la défense». Le communiqué des travailleurs originaires du Sahara occidental sous administration espagnole lance un «appel pressant aux travailleurs frères marocains pour les mettre en garde contre le danger et la gravité que présente pour la paix et la sécurité dans la région l'initiative belliqueuse du roi Hassan II».

«L'initiative du gouvernement marocain d'occuper notre territoire par la force est une nouvelle manœuvre criminelle, dont Hassan II seul assumerait la responsabilité», poursuit le communiqué qui marque le soutien des travailleurs immigrés à l'action du POLISARIO (Front populaire de libération de Saguia El Hamra et Rio de Oro). Les travailleurs immigrés saharouis se prononcent également pour l'autodétermination du peuple saharoui et pour l'indépendance du Sahara occidental.

ra occidental, l'Espagne encourage donc bien «Hassan II» et les intérêts impérialistes puissants qui sont derrière lui. Le Sahara occidental recèle en effet des richesses considérables.

LE PERSONNEL D'AIR FRANCE EN GREVE.

La grève du personnel d'«Air-France», déclenchée sur le plan national, s'est étendue depuis mercredi à l'aéroport de Marseille-Marignane.

Aux revendications nationales, les quatre cents grévistes ont ajouté diverses revendications régionales touchant à la garantie de l'emploi et à l'augmentation des effectifs.

Par solidarité, les douaniers de l'aéroport ont décidé la grève du zèle.

BREJNEV ET PINOCHET

La semaine dernière, le journal généralement très bien informé qu'est «Le Canard enchaîné» annonçait que la Russie de Brejnev vendait secrètement des armes au fasciste Pinochet. La révélation était de taille. Et son exactitude devait être rapidement confirmée lorsqu'on vit la rage folle dans laquelle elle mettait ces marchands de canons que sont les sociaux-impérialistes russes.

Les «Izvestia», organe du gouvernement russe, attaquaient violemment Le Canard enchaîné et parlaient dans leur admirable style fasciste «d'odeur répugnante de putréfaction». Le même article s'accompagnait d'un appel du pied au gouvernement français pour qu'il empêche la publication de telles révélations. La pose des micros n'est pas suffisante pour Brejnev...

«L'Humanité», en serviteur dévoué des marchands de canons russes, emboîtait le pas et parlait d'«infamie».

Dans son édition de cette semaine, «Le Canard enchaîné» apporte de nouveaux détails. Il indique que c'est la société bulgare Kantex qui a réalisé la vente de chars russes T 54, avec pièces de rechange et munitions, à l'armée chilienne. Le tout, bien sûr, avec l'aval de Brejnev et Cie. On attend de nouvelles insultes et protestations indignées de la part des premiers marchands de mort. Elles ne feront que vérifier la véracité des affirmations de notre confrère.

D'autant plus que, comme «Le Canard enchaîné» le rappelle opportunément, les sociaux-impérialistes russes n'en sont pas à leurs débuts dans ce genre de commerce. «Le Canard enchaîné» rappelle que la société tchécoslovaque Omnipol vendit des armes au fasciste Caetano, armes qui étaient utilisées contre les peuples des colonies portugaises en lutte. Il indique encore que des armes sont également vendues aux Phalanges libanaises.

NOUVELLES FACILITÉS POUR LA FLOTTE D'AGRESSION RUSSE

L'Union soviétique a terminé la construction d'un canal en trois tronçons qui va permettre à sa marine de guerre de passer directement de la mer Baltique à la mer de Barents sans avoir à contourner la Norvège, annonce, jeudi en première page, le quotidien londonien «The Guardian».

Ce canal de 300 kms pourra être utilisé par des navires de tonnages tels que des destroyers de 4 200 et 5 200 tonnes.

Selon le journal, la marine de guerre soviétique pourra désormais éviter de passer devant les bases d'observation de l'OTAN en Norvège pour se rendre de sa principale base de Mourmansk, sur la mer de Barents, à Léninegrad, centre de réparations, avec un débouché sur le golfe de Finlande.

Convergence de vues sur l'indépendance entre la délégation de l'UDR et des dirigeants roumains

La délégation de l'UDR actuellement en visite en Roumanie et des dirigeants du Parti communiste roumain ont souligné mercredi la nécessité vitale de l'indépendance nationale, au cours d'entretiens qui se sont déroulés à Brasov, à 160 kms au Nord de Bucarest.

Le juge Pascal inculpé à Rennes :

LA VERITE N'EST PAS BONNE A DIRE...

Mercredi dans la soirée, avant de pénétrer dans le palais de justice de Rennes où il devait comparaître devant le président de la Chambre d'accusation de la cour d'appel, le juge Pascal déclarait : «Mon procès est le procès du secret de l'instruction.»

Il ajoutait : «La question de savoir si j'ai violé ou non le secret de l'instruction est, bien sûr, importante pour moi. Mais le plus important est que ce procès met en jeu le maintien de la justice de castes et le maintien du secret de l'instruction. Quatre questions essentielles se posent :

»1) Pourquoi le parquet, organisme hiérarchisé, dirigé par le ministre de la justice, a-t-il jugé opportun de poursuivre un magistrat pour violation du secret de l'instruction? C'est un nouvel échelon franchi dans l'escalade de la répression des juges qui veulent l'instauration de nouvelles règles judiciaires plus adaptées à notre époque. Avec cette inculpation, la justice se trouve à la croisée des chemins.

»2) Pourquoi est-ce moi qu'on a choisi de poursuivre, alors que le secret de l'instruction est constamment violé ?

»3) Pourquoi me poursuit-on maintenant, plus d'un an après les faits ? Là, je ne suis pas dans le secret, cette fois-ci bien gardé, de la stratégie employée.

» Enfin, a conclu le juge Pascal, pourquoi Rennes ? Cette cour d'appel a été choisie par la Cour de cassation d'après quels critères ? Notre justice n'a jamais de compte à rendre sur de tels choix. Je ne dis pas que ce

choix est bon ou mauvais. Je constate simplement qu'il s'agit d'une juridiction choisie. Il est curieux que dans un pays démocratique, où doit régner une justice égale pour tous, on puisse parfois imposer un juge.»

A sa sortie du palais de justice, le juge Pascal annonçait qu'il était inculpé de «violation du secret professionnel et violation du secret de l'instruction». Celle-ci lui a été annoncée par le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes. Le Saout. Applaudi par de nombreuses personnes présentes devant le palais de justice, le juge Pascal déclarait :

«J'ai été inculpé, à la suite de la plainte déposée en septembre 1974 par Me Pierre Leroy, le notaire de Bruay, pour un article publié sous ma signature dans un hebdomadaire parisien. Or je n'ai pas violé le secret de l'instruction. Tout ce que j'ai écrit était connu de tout le monde et je peux en fournir la preuve. Maintenant que je suis inculpé, je vais prendre des avocats et sans doute revenir ici à Rennes dans un mois pour être entendu sur le fond de l'affaire.»

Il devait encore dire :

«J'ai entendu M. Lecanuet, ministre de la Justice, dire qu'il n'avait pas engagé de poursuites disciplinaires contre moi. Mais il est le chef du Parquet. Je suis poursuivi, à la requête du procureur général de Rennes, qui avait le choix : me poursuivre ou non. On a jugé opportun de le faire. Or le Parquet est un organisme hiérarchisé dont le chef est le ministre de la Justice.»